

Fiche-pays – Angola

Dans un environnement particulièrement difficile, crise de change mi-2023 ayant entraîné un revirement de la conjoncture macro-financière du pays, instabilité mondiale et accélération des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, l'exécutif a maintenu la stabilité du cadre macroéconomique, l'assainissement des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique. Sur le plan des finances publiques le ministère des finances a réagi à la crise de la mi-2023 en imposant la rigueur budgétaire, préservant la confiance internationale. Le poids de la dette publique dans l'économie est revenu à son niveau de 2021 à 84,5 % du PIB. Le poids du service de la dette restera très élevé en 2024. Les agences de notation ont toutes maintenu leur note souveraine (Fitch a revu sa perspective à stable), et le pays est sur le marché des obligations en devises. Face à la crise de change la banque centrale (BNA) a opté pour un retour au régime de change fixe. Les signaux d'alerte restent l'inflation, la pauvreté, le chômage et un fort taux d'informalité. Ils assombrissent un tableau pourtant encourageant, malgré la quasi-absence de diversification économique. Les relations économiques avec la France sont marquées (i) par un solde commercial traditionnellement déficitaire et (ii) une position forte d'investisseur de la France. L'AFD est le premier bailleur bilatéral avec un niveau d'engagement (eau, agriculture, électricité, politique publique) à 780 MEUR. Du côté de l'assurance-crédit, de grands projets structurants sont en cours d'exécution ou vont l'être courant 2024.

Cadre politique et économique

Etat d'Afrique australe et ancienne colonie portugaise indépendant depuis le 11 novembre 1975, l'Angola a retrouvé la paix en 2002, après 27 ans de guerre civile, précédée par 13 ans de guerre d'indépendance. Le pays est dirigé par le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) depuis 1975. Les dernières élections nationales d'août 2022 ont été remportées par le MPLA, donnant ainsi un second mandat au président sortant João Lourenço, à l'issue du scrutin le plus serré de l'histoire du pays, et dont l'opposition avait contesté les résultats. Le MPLA a recueilli 51,2% des voix contre 43,9% pour le premier parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le président Lourenço a placé son second mandat sous le signe des réformes économiques, qui promettent de nombreux défis pour l'Angola. Il a modifié son équipe économique en 2023, en plaçant des fidèles (l'ex-Gouverneur de la BNA et l'ex-conseiller du PR pour les affaires économiques), comme ministre d'État à la coordination économique et ministre de la planification, respectivement.

L'économie angolaise a été frappée en 2023 par une série de chocs : la chute des prix du pétrole entamée mi-2022 et de la production au cours du 1er semestre 2023 (maintenance d'équipements) a entraîné un affaiblissement des positions budgétaires et du secteur extérieur. De plus, la fin des moratoires sur la dette a entraîné une augmentation du service de la dette externe, une réduction de l'offre de devises au marché et des pressions à la dépréciation du taux de change. Les problèmes de communication sur les conditions du marché des changes ont exacerbé la dépréciation du kwanza face au dollar (-37 % entre mi-mai et fin juin 2023). L'économie s'est ensuite stabilisée au 3T2023 et est restée globalement résiliente, aidée par une reprise du secteur pétrolier, dopé par l'élévation des cours. Les autorités ont lancé la première phase de la réforme des subventions aux carburants (juin 2023) et ont mis en œuvre un important assainissement budgétaire. La croissance a fléchi à 0,9 % en 2023 selon les autorités angolaises et le FMI (face aux prévisions du FMI de +3,5 % avant crise de la mi-2023).

L'exécutif a poursuivi en 2024 la politique de réduction des subventions aux carburants (3 Mds USD en 2023, soit 3,1 % du PIB), en l'étendant au diesel.

Les résultats économiques restent largement dépendants du secteur pétrolier et des politiques d'ajustement (monétaire et budgétaire, des entreprises publiques, du marché du travail) en l'absence criante d'une réelle diversification sectorielle pour renforcer les fondamentaux économiques.

L'Angola perd son rang de premier producteur de pétrole d'Afrique par manque récurrent d'investissements dans le secteur, qui reprennent cependant depuis 2022.

Les réformes ambitieuses mises en œuvre depuis 2017 par le président Lourenço pour solder le passif du pays ainsi que la rigueur budgétaire pilotée par sa ministre des finances ont permis de regagner la confiance de la communauté financière internationale.

Le PIB par habitant baisse de 25 % à 2 566 USD du fait du revirement de la conjoncture économique et du taux de croissance démographique (3,2 %/an). Cela ne reflète absolument pas les très fortes inégalités.

Selon la Banque Mondiale, plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (< 2,15 USD/jour) et 82 % avec moins de 6,35 USD/j), le taux de chômage officiel est de plus de 32 % et atteint plus de 58 % pour les moins de 25 ans. Plus de 80% des emplois sont informels. La situation s'est dégradée en 2023.

La situation sociale dans le pays demeure très précaire. Si le budget 2024 affiche pour la 5ème année consécutive la priorisation politique du social (éducation et santé) versus la sécurité (défense et intérieur), les engagements de l'Angola (Forum mondial de l'éducation à Dakar en 2000 et Déclaration d'Abuja de 2001) de consacrer 20% du budget à l'éducation et 15 % à la santé, sont loin d'être tenus avec 6,4 % et 5,5 % respectivement dans le budget 2024. L'exécution budgétaire 2023 de la sécurité atteint 120 %, soit un dérapage budgétaire de 334,2 Mrds AOA (403 M USD). L'éducation et la santé sont pénalisés par un taux d'exécution budgétaire de 62 %, soit un manque d'engagement de 1,4 Mrds USD (1,5 % du PIB).

Conjoncture et finances publiques

Après 5 années de récession, une légère croissance de 1,2 % en 2021, l'Angola a enregistré une croissance du PIB plus soutenue en 2022 (3,0%, 4,2 % hors pétrole, selon le FMI) portée par les exportations d'hydrocarbures, la consommation privée et l'investissement. En 2023 l'économie a stagné (0,9 % selon le FMI et les autorités angolaises). Le PIB non pétrolier a crû de 2,9 % et le PIB pétrolier a chuté de 6,1 % en 2023, l'Angola reculant au 5ème rang des économies d'Afrique Subsaharienne (3ème en 2022).

Sur le plan sectoriel, l'activité de 10 secteurs sur 14 a progressé au 4T2023 par rapport au précédent, sauf pour banques et assurances (-22,5 %) ; transports et stockage (-15,4 %) ; construction (-6,3 %) et Administration (-2,5 %). Le pétrole pèse 29,7 % du PIB en 2023, contre 29,6 % en 2022, mais aussi 2/3 des revenus fiscaux et 94 % des recettes d'exportations. La chute de production au 1T2023 (maintenance) a engendré une baisse de 3,6% de la production moyenne annuelle à 1,2 M b/j (brut + GNL) contre 1,25 Mb/j en 2022, l'Angola reculant de la 1ère à la 3ème place des producteurs africains de pétrole.

Les recettes d'exportations d'hydrocarbures se sont effondrées en 2023, avec la baisse des cours cumulée à celle de la production (-28,2 % pour le pétrole à 31,4 Mrds USD et -56,4 % pour le gaz à 2,8 Mrds USD). La production devrait croître de 3 % en 2024 pour se maintenir jusqu'en 2030.

A l'inverse l'agriculture, priorité de la diversification économique, pèse 9,8 % du PIB, mais n'a crû que de 2,7 % en 2023 (plus mauvaise performance depuis 2018). Le secteur diamantifère qui pèse 1,4 % du PIB a enregistré la plus forte hausse en 2023 (12,2 %).

Le FMI prévoit une croissance économique de 2,6 % en 2024 à 3,6 % en 2028 (4,5% hors pétrole), mais soumise à de nombreux risques du fait de l'exposition de l'économie aux chocs externes potentiels.

Les autorités angolaises prévoient pour 2024 une croissance de +3%, dont +5 % pour le PIB non pétrolier et -3,2 % pour le PIB pétrolier. Par secteurs, les prévisions de croissance pour 2024 sont : agriculture + 6,5 % (+2,7% 2023) ; pêche +6 % (+2,8 % en 2023) ; oil & gaz -3,2 % (-3,4 % en 2023) ; industrie de transformation + 5,8 % (+1,4 % en 2023) ; construction 6,9 % (-1,5 % en 2023) ; énergie +10,6 % (+5,3 % en 2023). Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2024 à +3,2 %.

Un certain nombre de facteurs pourraient à nouveau affecter la croissance économique de l'Angola en 2024 : (i) une baisse plus forte que prévu des cours du pétrole[1] et/ou de la production de brut ; (ii) une mise en œuvre plus progressive de la réforme des subventions aux carburants que celle envisagée dans le budget 2024 (2,1 % du PIB soit -32 %/2023) ; (iii) l'accès difficile aux marchés internationaux des capitaux, prévisions de besoin de financement de 12 Mrds USD, à financer à 62 % par recours à l'endettement extérieur ; et (iv) la matérialisation des risques pour le secteur financier. Les incertitudes géopolitiques demeurent importantes et la crainte de perturbations supplémentaires des chaînes d'approvisionnement pourrait continuer à représenter un levier haussier pour le marché pétrolier, au moins jusqu'aux élections américaines de novembre. L'exécutif devra prioriser le capital humain, pilier du Plan de Développement National 2023-27, afin de dynamiser la croissance en s'engageant urgemment dans la diversification effective de son économie, stimulant l'investissement dans les secteurs stratégiques hors hydrocarbures.

L'amélioration de la situation budgétaire engagée en 2021 et poursuivie en 2022 avec un excédent de 0,7 %. La situation s'est dégradée en 2023, affichant un léger déficit budgétaire (-0,1 % du PIB). Le budget 2024 est plus conservateur, il semble protéger les dépenses sociales (notamment d'éducation) mais comprime l'investissement public. Les prévisions du Fonds tablent sur un excédent budgétaire de 2,6 % du PIB.

Le gouvernement maintient la rigueur budgétaire en 2024 dont le budget global affiche un solde budgétaire à peine positif à +0,02 % du PIB (les projections du FMI tablent sur un excédent primaire de 7,8% du PIB). L'accroissement de l'effort budgétaire en 2024 est essentiellement destiné à maintenir la soutenabilité de la dette angolaise, mais pas suffisant pour dégager des marges pour relancer l'économie.

Le Trésor capte les devises pour le remboursement de la dette extérieure, la politique monétaire de la BNA, focalisée sur la lutte contre l'inflation, assèche la disponibilité en monnaie nationale.

La poursuite de la désinflation amorcée dès janvier 2022 (IPC 13,8 % fin 2022) s'est arrêtée, la courbe de l'inflation s'inversant mi-2023 pour remonter à 20 % fin 2023 et 28 % fin avril 2024 (39 % à Luanda).

Après avoir atteint 138,4 % en 2020, le poids de la dette sur le PIB, qui était de 64,8 % en 2022, revient en 2023 à son niveau de 2021 avec 84,5 % en raison du renversement de conjoncture. 80% de la dette est libellée en devise ce qui représente un risque additionnel. Le service de la dette pèse 59 % du budget ou 19,5 % du PIB, avec 17,6 Mrds USD. 2024 devrait constituer le pic d'endettement de la prochaine décennie.

Relations avec la communauté financière internationale

Le 8 décembre 2018, une Extended Funding Facility (EFF) a été signée avec le FMI, d'un montant de 3,7 Mds USD sur 3 ans, assortie de nombreuses conditionnalités, sur la soutenabilité de la dette notamment. Cette facilité a été portée à 4,5 Mds USD en septembre 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Depuis la fin du programme le FMI propose une assistance technique à l'Angola (BNA notamment).

La Banque Mondiale (BM) est aujourd'hui engagée à hauteur d'environ 3,4 Mds USD sur des projets eau, agriculture, électricité (certains en cofinancement avec l'AFD), en appui budgétaire et sur des projets sociaux. La BIRD intervient également en co-garantie avec BPI France sur le projet BITA (eau) pour un

montant de 500 M USD. Elle souhaite s'investir dans l'éducation. Un prêt budgétaire a été accordé par la Banque à l'Angola, premier versement de 500 MUSD mi-2023. Un nouveau versement est prévu en 2024.

L'Union Européenne est active via le FED avec environ 260 M EUR engagés sur l'éducation, l'agriculture, la gouvernance économique et le secteur privé. L'UE a délégué plusieurs projets d'assistance technique à l'AFD (pour un total de 20 M EUR sur café, finances publiques, formation professionnelle agricoles) dans le cadre de l'initiative Team Europe. Le programme pluriannuel (NDICI) 2021/2027 est centré sur l'appui à la diversification économique, à la formalisation de l'économie et à la gouvernance pour un montant de 275 M EUR. La BEI est également active (sans être présente physiquement en Angola) en financement parallèle de l'AFD sur le programme eau.

Le portefeuille actuel de la Banque africaine de développement (BAfD) comprend 11 projets pour un montant total de 1,13 Md USD, dont 47 % sont investis dans le secteur de l'énergie, 22 % dans l'eau et l'assainissement, 9 % dans l'agriculture, 11 % dans la finance, 8 % les affaires sociales, et une fraction dans l'environnement et les transports. La BAfD a repris ses financements sur l'Angola en janvier 2023.

L'AFD a repris ses opérations en Angola en juillet 2017 et porte plusieurs programmes sur trois secteurs prioritaires : agriculture, eau et assainissement, énergie. 780 MEUR sont engagés à date. L'agence a fait le choix de cofinancer certains projets avec la Banque Mondiale et le FIDA, dans les secteurs de l'agriculture, de l'électricité, et de l'eau, pour disposer d'un impact plus important.

Relations économiques avec la France

Au cours de l'année 2023, les importations françaises d'Angola ont fortement reculé, passant de 3,7 Mds EUR à 1,7 Mrd EUR, en raison de moindres importations d'hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel) qui avaient explosé en 2022, en conséquence de la guerre en Ukraine. Les hydrocarbures représentent 99,9 % de nos importations. Nos exportations modestes augmentent de 9 % (279 M EUR), avec une bonne tenue de nos ventes de blé (1er fournisseur) et un accroissement de nos ventes d'équipements mécaniques mais un recul des produits des IAA et des produits industriels. En 2023, l'Angola est le 4^{ème} partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne (2^{ème} en 2022).